

# Ma petite entreprise...

Les projets de mini-entreprises invitent les jeunes du secondaire à « monter leur boîte »... fictivement du moins. Lors de cette immersion, ces jeunes peuvent aussi décider d'entreprendre autrement, en accordant une place de choix aux préoccupations environnementales et sociales. Histoire d'éveiller à d'autres réalités inhérentes au monde de l'entreprise.

**E**ncadrée par l'asbl Les Jeunes Entreprises, une mini-entreprise donne la possibilité à des élèves du secondaire de créer une entreprise au sein de leur école. Y participent les élèves du dernier degré, soit sur base volontaire (en dehors des heures de cours) et avec l'accompagnement d'un conseiller extérieur et/ou d'un enseignant volontaire, soit à l'initiative d'un enseignant dans le cadre de son cours (économie, gestion, technologie ou autre). Mis en situation - presque - réelle, ces entrepreneurs en herbe se prennent au jeu pendant un an, brainstormant autour du produit ou service idéal, cherchant des actionnaires, creusant l'élaboration du produit, le fabriquant ensuite, collaborant avec des fournisseurs, suant sur la compta, développant des techniques de marketing... Dans ce monde-là, tout est fait pour s'immerger dans l'entreprenariat.

« Les jeunes ont souvent en tête de faire du bénéfice envers et contre tout », explique Nicolas Sacré, de l'asbl Les Jeunes Entreprises. Rien d'étonnant. Ces jeunes, finalement, au travers de leur projet de mini-entreprise, ne font que reproduire ce qui se passe autour d'eux : une économie de marché basée sur le profit. Et si on leur montrait que des alternatives existent ? C'est le pari que l'asbl Les Jeunes Entreprises a fait en proposant aux jeunes de développer d'autres formes d'entreprises,

empreintes de valeurs sociales et environnementales. « Notre volonté est de changer cette image d'une entreprise qui n'est là que pour faire de l'argent, poursuit Nicolas Sacré. On ne veut pas former des managers ! On forme des entrepreneurs, des personnes qui veulent entreprendre des projets. »

## Ouvrir aux alternatives

Il y avait déjà les mini-entreprises « à finalité sociale », visant à reverser les bénéfices engendrés à une association choisie par les jeunes. Mais depuis peu, l'idée est d'aller plus loin, en se tournant vers des projets d'économie sociale et de développement durable. Pour ce faire, l'asbl Les Jeunes Entreprises s'entoure de partenaires spécialisés dans ces questions : le groupe Terre, pour le volet économie sociale, et Groupe One, pour le développement durable.

Ces deux partenaires informent, outillent et accompagnent les jeunes souhaitant s'inscrire dans une telle démarche. « On les aide à prêter attention à des éléments essentiels qui, à la base, ne leur sautent pas aux yeux. A prendre aussi conscience des liens entre chaque acte qu'ils posent », explique Anne-Sophie Reynders, du groupe Terre. Lors de ses interventions, l'animatrice aborde notamment la gestion participative d'une entreprise (voir article pp.14-15) et les possibilités de l'appliquer à l'échelle

L'année passée, 9 jeunes entrepreneurs de l'**Athénée royal de la Roche-en-Ardenne** étaient couronnés du Prix de l'Innovation et sacrés 2<sup>ème</sup> mini-entreprise de l'année, grâce à leur projet CacheCash Pocket. Leur produit ? Une pochette en tissu dans laquelle glisser argent et cartes afin de voyager en toute sécurité. Un produit récup' puisque le tissu utilisé pour sa confection provenait du centre de tri du groupe Terre à Herstal. La moitié de leur bénéfice a été reversée pour un projet de développement au Mali. Et ils ont adopté une gestion participative de leur entreprise. « Ils cherchaient à être cohérents de A à Z », explique Anne-Sophie Reynders, du groupe Terre.



La mini CacheCash Pocket visite les locaux du groupe Terre

Du côté de **Stavelot**, une vingtaine d'élèves du **Collège Saint-Remacle** ont élaboré cette année deux produits : un porte-clés et un portefeuille. Le premier est conçu à partir de chutes de bois et enduit d'une peinture écologique et d'un vernis à base d'eau. Le second est fabriqué à partir de cartons Tetrapack récupérés. La gestion de leur mini-entreprise Walkey ([www.walkey.be](http://www.walkey.be)) se veut participative. « Tous les membres de la mini sont sur un pied d'égalité, explique Elodie Dauvillé, leur prof d'économie. Il y a un responsable, mais il ne prend plus les décisions seul. Les salaires sont symboliquement identiques pour tout le monde. Les bénéfices seront reversés à une association. » L'année passée, la mini-entreprise de cette même école proposait des jeux en bois récupéré et de provenance locale, conçus en collaboration avec la section menuiserie de l'école technique et professionnelle de Malmedy.

Enfin, il y a aussi les mini-entreprises pour une alimentation durable. L'occasion de découvrir et d'expérimenter des concepts comme le commerce équitable, le circuit-court... L'année passée, à **Wavre**, des élèves ont vendu des barbes à papa. « La thématique du sucre est intéressante pour questionner l'empreinte écologique, explique Laurent Staner, de l'asbl Groupe One, qui les a conseillés dans leur projet. On a constaté qu'étonnamment le sucre non raffiné et équitable a une empreinte moins importante que le sucre produit en Belgique, malgré la distance. » Une autre école, basée à **Virton**, a proposé un kit pour faire un cake, composé d'un plat en verre, de recettes et de produits locaux et de saison.



L'équipe Walkey fabrique ses portefeuilles récup'

de la mini. « *Faire de la gestion participative, c'est une autre manière de mener des réunions, de prendre des décisions... On constate alors de vraies différences dans les relations entre les élèves.* »

Ensemble, ils veillent également à ce que leur projet soit mené avec le plus de cohérence possible. « *On constate que par rapport aux mini-entreprises habituelles, les groupes de jeunes se lançant dans des projets alternatifs vont plus loin dans les réflexions* », remarque Nicolas Sacré. Et pour les mordus, Les Jeunes Entreprises proposent aussi un écolabel certifié par Groupe One et permettant de mettre en avant les aspects écologiques du produit et de la mini-entreprise. En veillant à ce que cet écolabel ne soit pas utilisé uniquement à des fins commerciales, de greenwashing<sup>1</sup>. Un autre label, l'écolabel + DD, va plus loin encore, ajoutant des facteurs économiques et sociaux supplémentaires à l'ensemble de la démarche (circuit-court, commerce équitable, conditions de travail...). Un moyen pour creuser davantage encore la cohérence et pour lequel les jeunes entrepreneurs obtiennent en fin d'année une prime à l'investissement... De quoi valoriser leurs efforts.

Céline TERET

Contact : Les Jeunes Entreprises - 02 245 13 80 - [www.lje.be](http://www.lje.be)

<sup>1</sup>greenwashing : utiliser des arguments environnementaux, souvent trompeurs, pour vendre un produit ou un service.

## Goûter au monde de l'entreprise

Dans l'enseignement général, les élèves ne sont pas - ou peu - en contact avec le monde de l'entreprise. Sur base de ce constat, le **Collège Saint-Julien d'Ath** a collaboré avec la chocolaterie Belvas. Reconnue pour son chocolat bio et équitable, cette petite entreprise située à Ghislenghien a installé 396 panneaux photovoltaïques pour produire sa propre énergie et dispose d'un système de récupération de chaleur. Grâce à ce projet<sup>1</sup>, les élèves de 2<sup>ème</sup> année ont visité les locaux de l'entreprise et rencontré le directeur de Belvas à plusieurs reprises. Ils ont élaboré une praline, son emballage et un présentoir. Une aventure qui a impliqué les profs de sciences, économie, technologie et informatique, ainsi que le chocolatier de Belvas pour son aide à la mise en oeuvre. « *Notre intention initiale était que les élèves aillent à la rencontre du monde de l'entreprise*, explique Fabienne Parmentier, coordinatrice du 1<sup>er</sup> degré. *Mais en fin de compte, ils ont aussi découvert les valeurs environnementales et sociales liées à cette entreprise.* »

C.T.

Contact : Collège Saint-Julien - 068 28 50 20 - [www.csj-ath.be](http://www.csj-ath.be)

<sup>1</sup> mené en 2012 via l'opération Métiers 3D du Comité Subrégional de l'Emploi et la Formation (CSEF) de Tournai-Ath-Lessines ([www.cseftournai-ath-lessines.be](http://www.cseftournai-ath-lessines.be)), en partenariat avec l'Agence de Stimulation Economique (voir adresses p.20).



Avec l'aide de la chocolaterie Belvas, les élèves ont conçu une praline à base de miel, à l'image des 4 abeilles figurant sur le blason de l'école

## Quelle place aux alternatives dans les cours ?

Faire prendre conscience aux élèves que l'économie de marché a ses revers, que des alternatives existent, que l'économie verte n'est pas la panacée... Possible dans un programme serré ? Des enseignants le tentent.

« **Peu** de jeunes, mais aussi peu d'enseignants savent ce qu'est l'économie sociale, constate Anne-Sophie Reynders du groupe Terre. *Certainement parce que le concept est peu médiatisé. Mais l'explication se trouve aussi dans les programmes.* » Peu, très peu de place dans les programmes scolaires pour aborder les alternatives aux rouages conventionnels de l'économie. Et même au sein du cours d'économie (à option, dans l'enseignement général), la place aux alternatives est minime, si pas inexistante. Elodie Dauvillé enseigne l'économie dans le réseau libre : « *En 4<sup>ème</sup>, j'aborde le thème de l'économie sociale, mais le programme ne permet d'y consacrer qu'une paire d'heures de cours. En 5<sup>ème</sup>, davantage axée sur la macro-économie, avec notamment les questions de croissance économique, c'est très quantitatif, peu qualitatif : on est dans le combien plus que dans le comment. Le thème du développement durable me permet cependant de donner un aspect qualitatif au contenu du cours. En rétho, on aborde la micro-économie, il est donc difficile d'y inclure les notions environnementales et sociales. Du coup, un projet comme la mini-*

*entreprise (lire ci-contre) me permet de faire passer le message des alternatives possibles auprès d'une partie de mes élèves.* »

Pour Pierre Waaub, prof d'économie et militant au sein du mouvement pédagogique CGé, les alternatives ne doivent pas nécessairement figurer au programme : « *Je travaille beaucoup sur l'économie libérale, le capitalisme... Je fais le choix de peu présenter les alternatives. Au lieu d'apprendre d'abord la critique autant apprendre à connaître l'objet à critiquer ! Aux élèves d'ensuite poser cette critique. Je la suscite évidemment aussi, mais ce n'est pas mon but premier. Mon objectif est d'augmenter la capacité des élèves à appréhender les enjeux.* » L'enseignant souligne une écueil à éviter : « *Pour moi, on peut apprendre l'économie verte comme on apprend l'économie de marché. J'ai peur que cette nouvelle norme qu'est l'économie verte remplace l'actuelle, sans poser les questions sociales, éthiques, géopolitiques, les rapports de forces, la répartition... Il faut prêter attention à cela.* »

Céline TERET